

Évaluation de la situation humanitaire dans la zone des Trois Frontières

HSM | Mai 2022

Analyse frontalière

Niger-Mali

Contexte général & méthodologie

Depuis le début de la crise sécuritaire au Mali en 2012, la zone frontalière entre le Burkina Faso, le Mali et le Niger est caractérisée par un climat d'insécurité du fait de la présence de groupes armés, de la montée de la criminalité et des tensions intercommunautaires. L'accès aux populations affectées est limité dans certaines localités en raison de la situation sécuritaire, du mauvais état des infrastructures et des conditions géographiques difficiles. Afin de pallier le manque d'information sur ces localités, REACH, en collaboration avec les clusters et les groupes de travail humanitaires, a mis en place un suivi bimestriel de la situation humanitaire dans les départements situés dans la zone frontalière¹. Ce suivi a pour objectif de donner un aperçu de la sévérité relative des besoins multisectoriels entre les zones géographiques et de leur évolution. Depuis 2018, la zone frontalière entre le Niger et le Mali est contrôlée en partie par des groupes armés non étatiques (GANEs) qui élargissent leur champ d'action en récupérant la gestion de ressources pour affirmer leur influence dans la zone². Le contexte sécuritaire actuel a fortement fragilisé les populations locales et a provoqué des mouvements de populations importants dans les régions frontalières nigériennes et maliennes (pour le mois de mai 2022 la région de Tillabéri accueillait 99,873 personnes déplacées internes (PDI) et 38,021 réfugiés maliens et la région de Tahoua 40,416 PDI et 20,627 réfugiés maliens³, alors que dans la région de Gao étaient enregistré 52,998 PDI et 9,764 réfugiés, et dans la région de Ménaka 27,320 PDI et 11,446 réfugiés⁴). La méthodologie employée pour ce suivi est celle dite de "zone de connaissance". Cette méthodologie a pour objectif de collecter, d'analyser et de partager des informations actualisées concernant les

besoins humanitaires multisectoriels dans les communes d'intérêt (admin 3) situées le long de la bande frontalière entre le Mali et le Niger y compris dans les zones difficilement accessibles. Ces communes sont regroupées en quatre zones afin de faciliter l'analyse. Au Niger, les localités sont regroupées en deux zones selon leur commune à savoir : Goroul, Bankilaré, Ayerou, Dessa, Inatès (N1), et Tondikiwindi, Banibangou, Abala, Sanam, Tillia et Tassara (N2). Au Mali, les localités sont également regroupées en deux zones : Bourra, Tessit, Ouattagouna de la région de Gao (ML1) et Anderamboukane, Ménaka, Inékar de la région de Ménaka (ML2). Les quatre zones ont été identifiées sur la base des spécificités géographiques des différentes communes. En particulier, dans les zones frontalières N1 et ML1 la présence du fleuve Niger a une influence directe sur la composition naturelle des communes enquêtées qui présentent des caractéristiques communes (moins arides que les zones N2 et ML2). Au total, 547 localités ont été évaluées dans les deux pays via des informateurs-clés (IC)⁵. Ces IC ont été sélectionnés en fonction de leur connaissance récente (dernier passage dans la localité datant de moins d'un mois) et détaillée des localités. Les données des IC ont été agrégées par localité. L'unité d'analyse est la localité, et les résultats sont à lire en « % de localités ». Les informations sont rapportées lorsqu'au moins 5 % des localités de l'unité administrative 2 (département) ont été évaluées. Cet aperçu de la situation présente les données recueillies entre le 3 et le 13 mai 2022. Les résultats présentés ci-dessous doivent être considérés comme indicatifs.

Résultats clés

% de localités évaluées où les IC ont rapporté :

L'arrivée de PDI au cours des 30 derniers jours

La présence de PDI au cours des 30 derniers jours

Un accès insuffisant à la nourriture pour la majorité de la population

Une perturbation des moyens de subsistance habituels

Des contraintes d'accès aux services de santé à distance de marche⁶

Un accès insuffisant à l'eau pour la majorité de la population

Des conditions de vie non adéquates pour la majorité des PDI⁷

Des contraintes d'accès aux services éducatifs à distance de marche

Un sentiment d'insécurité pour la majorité de la population

Des contraintes d'accès à des informations quand à l'aide humanitaire

NIGER

MALI

N1

N2

ML1

ML2

2%

0%

11%

30%

31%

13%

38%

48%

96%

93%

81%

70%

52%

75%

87%

70%

6%

25%

34%

53%

56%

51%

30%

63%

88%

47%

78%

79%

52%

33%

91%

75%

63%

71%

89%

70%

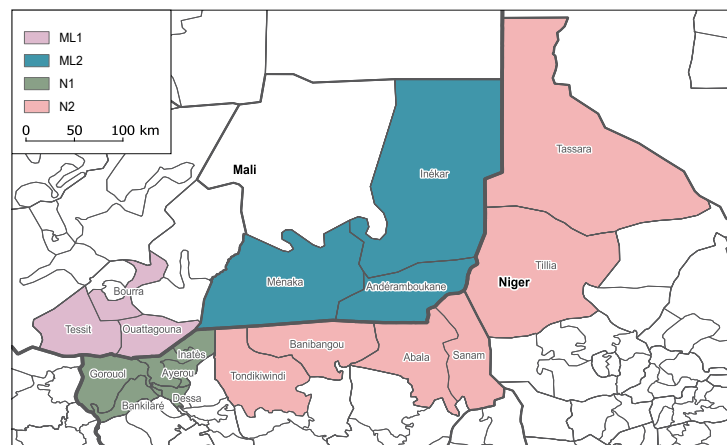
38%

25%

62%

65%

Communes enquêtées par zone



Selon les IC, au cours de 30 jours ayant précédé la collecte, des mouvements de population ont été enregistrés notamment en ML1 et ML2 où respectivement 11% et 30% des localités évaluées ont enregistré l'arrivée de PDI. Selon les IC, la présence de PDI est rapportée plus largement dans les zones maliennes (38% des localités évaluées en ML1, 48% en ML2) que dans les zones nigériennes (31% des localités évaluées en N1, 13% en N2). La présence de réfugiés est rapportée seulement du côté nigérien (2% des localités évaluées en N1, 2% en N2), aucun réfugié n'étant référencé dans les zones maliennes. Selon les IC interrogés, les communes de Bankilaré (dans le département de Bankilaré, N1), Abala (département de Abala, N1) et Tillia (département de Tillia, N2) présentaient les pourcentages le plus élevés de localités accueillant des réfugiés : respectivement 11%, 8% et 3%, parmi les localités enquêtées.

Dans les localités où les IC ont rapporté la présence de PDI, la cause principale du déplacement depuis le lieu d'origine était la violence perpétrée par les GANEs dans 93% des localités évaluées de la zone N2, et 56% de la zone ML1. Dans les zones N1 et ML2 au-delà de la violence (38% et 37%) l'autre raison principale mentionnée par les IC des localités évaluées était le déplacement préventif à cause de menaces externes (44% N1, et 47% ML2).

1. REACH. [Termes de référence. Suivi humanitaire multisectoriel \(HSM\) dans la zone frontalière entre le Niger, le Mali et le Burkina Faso](#), janvier 2020.

2. ACLED, [Sahel 2021: Communal Wars, Broken Ceasefires, and Shifting Frontlines](#), juin 2021

3. UNHCR, [Niger - Mise à jour opérationnelle](#), mai 2022

4. DTM - IOM, [Mali - Rapport sur les Mouvements de Populations](#), mai 2022

5. Les entretiens avec les informateurs clés ont été réalisés en présentiel et à distance (par téléphone).

6. La définition de « distance de marche » est laissée à la discrétion des IC.

7. Pourcentage calculé parmi les localités où les IC ont signalé la présence de ces groupes de population dans la localité au cours des 30 jours précédant la collecte des données.

Évaluation de la situation humanitaire dans la zone des Trois Frontières

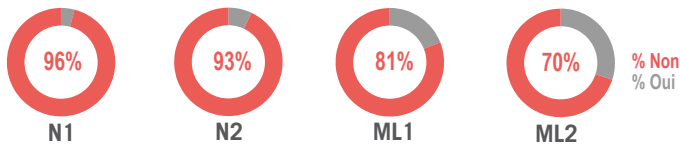
HSM | Mai 2022

Analyse frontalière

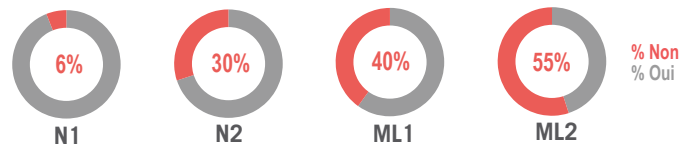
Niger-Mali

Sécurité alimentaire

% de localités évaluées dans lesquelles les IC ont rapporté que la majeure partie de la population avait accès à suffisamment de nourriture au cours des 30 derniers jours :



% de localités évaluées où les IC ont rapporté la présence de marchés fonctionnels à distance de marche au cours des 30 derniers jours :

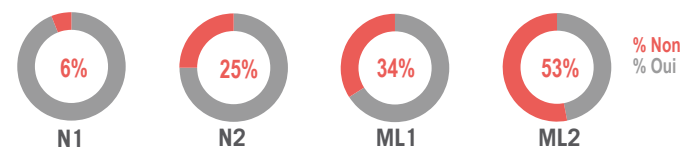


Dans 70% des localités des zones évaluées (voire plus selon les zones), les IC ont rapporté que la majorité de la population n'avait pas eu accès à suffisamment de nourriture au cours de 30 jours précédant la collecte (N1 96%, N2 93%, ML1 81%, ML2 70%). Selon les IC, les principaux facteurs contribuant au problème d'accès à la nourriture dans les territoires frontaliers du Niger et du Mali varient selon les zones évaluées : dans les zones nigériennes il s'agissait principalement des prix élevés (N1 62%, N2 75%), tandis que dans les zones maliennes il s'agissait du manque d'accès aux terres et aux cours d'eau en raison de l'insécurité (ML1 55%, ML2 68%). Parmi les autres facteurs rapportés par les IC, il y a notamment la diminution du bétail (43% ML2), l'épuisement des stocks (60% N1, 64% N2) et les prix élevés (50% ML1).

Dans plus de 40% des localités évaluées de l'ensemble des zones maliennes (ML1 40%, ML2 55%), la majorité de la population ne bénéficiait pas d'un marché fonctionnel à distance de marche. Sur cet indicateur on constate une importante différence par rapport aux localités évaluées dans les zones nigériennes. Dans ces dernières, selon les IC, seule la commune de Tassara (région de Tahoua) comportait un pourcentage élevé (68%) de localités dans lesquelles a été rapporté un manque de marché fonctionnel à distance de marche.

Santé & Nutrition

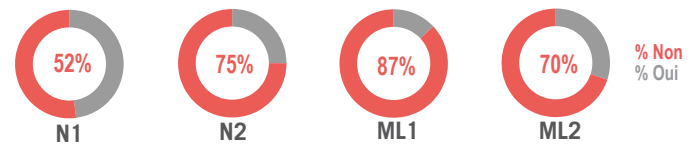
% de localités évaluées dans lesquelles la majeure partie de la population avait accès à des services de santé fonctionnels¹⁰ à distance de marche¹¹ :



Selon les IC, plus de difficultés ont été rapportées dans les zones maliennes concernant l'accès à des services de santé fonctionnels à distance de marche au cours des 30 jours précédant la collecte (ML1 34%, ML2 53%). La situation apparaît différente dans les zones nigériennes (N1 6%, N2 25%). Selon les IC, un manque de dispositifs d'urgence à distance de marche a été rapporté dans quasiment la majorité des localités évaluées de quatre zones, à l'exception de la zone N1 pour laquelle cela a été rapporté dans presque la moitié des localités (48%), N2 81%, ML1 75%, ML2 70%). De plus, l'absence de programmes nutritionnels pour faire face aux besoins de la population semblerait être plus répandue dans les zones maliennes (ML1 49%, ML2 68%) que nigériennes (N1 12%, N2 36%).

Moyens de subsistance

% de localités évaluées où les IC ont rapporté que la majorité de la population avait accès à ses moyens de subsistance habituels au cours des 30 derniers jours :



Principales raisons de l'absence d'accès aux moyens d'existence selon les IC :

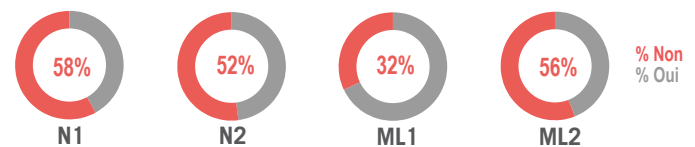
	N1	N2	ML1	ML2
Insécurité	52%	18%	22%	57%
Pas accès à un capital pour démarrer une activité	19%	40%	39%	4%

Top 3 des activités de subsistance les plus perturbées au cours des 30 derniers jours selon les IC⁸ :

	N1	N2	ML1	ML2
Élevage de bétail	67%	27%	51%	36%
Vente au marché	26%	28%	54%	21%
Travail journalier ⁹	19%	38%	29%	29%

Eau, hygiène et assainissement

% de localités évaluées dans lesquelles les IC ont rapporté que la majorité de la population avait accès à suffisamment d'eau pour couvrir les besoins des ménages au cours des 30 derniers jours :



% de localités évaluées par principale méthode de lavage des mains de la majorité de la population au cours des 30 derniers jours :

	Eau	Savon	Sable	Cendre	Autre
N1	83%	6%	0%	0%	12%
N2	73%	8%	4%	0%	14%
ML1	49%	13%	17%	21%	0%
ML2	43%	25%	13%	20%	0%

Selon les IC enquêtés, dans plus de la moitié des localités évaluées de N1 (56%), N2 (51%) et ML2 (63%) la majorité de la population n'avait pas accès à suffisamment d'eau pour combler les besoins du ménage au cours des 30 jours précédant la collecte. Selon les IC, les sources d'eau non améliorées étaient utilisées par la majorité de la population d'un tiers des localités évaluées dans l'ensemble des zones (puits non protégés (21%) eaux de surface (8%) et puisard (5%)). Dans les zones N1 et ML1 voisines, le recours aux eaux de surface comme source d'eau de boisson principale concernait respectivement 27% et 15% des localités évaluées (les communes d'Ayerou (N1, 82%) et de Ouattagouna (ML1, 27%) présentaient les pourcentages les plus élevés). Si dans les localités des N1 (73%), N2 (83%) et ML2 (60%), la majorité de la population pratiquait la défécation à l'air libre, l'utilisation de latrines (partagées, privées et publiques) semblait être plus répandue dans les ML1 (72%) et ML2 (40%) au Mali que dans les N1 (12%) et N2 (11%) au Niger.

8. Pour la question les IC pouvaient sélectionner plusieurs réponses

9. Travailleur recruté à la journée ou à la tâche.

10. La définition de « services de santé fonctionnels » est laissée à la discrétion des IC.

11. Pourcentage calculé parmi les localités où les IC ont rapporté que la majorité de la population n'avait pas accès à des

Évaluation de la situation humanitaire dans la zone des Trois Frontières

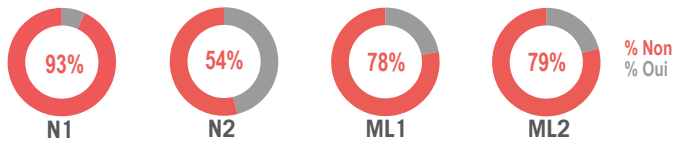
HSM | Mai 2022

Analyse frontalière

Niger-Mali

Abri & Biens non alimentaires

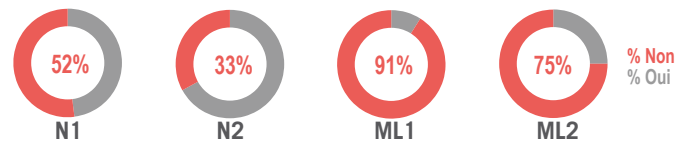
% de localités évaluées où la majorité des PDI ne vivait pas dans des conditions adéquates¹² de logement au cours des 30 derniers jours¹³ :



Pour les localités où la présence de PDI est attestée, dans 77% des localités évaluées dans l'ensemble des zones (N1 93%, N2 54%, ML1 78%, ML2 79%) les IC ont indiqué que la majorité des PDI vivait dans des conditions inadéquates. Selon ces derniers, les principaux facteurs contribuant aux conditions de logement inadéquates des PDI varient selon la zone évaluée¹⁴. Ainsi, le risque d'éviction a été cité comme principale cause de conditions de vie inappropriées dans le N1 (64%), le manque de sécurité dans l'abri dans la N2 (43%), et le manque d'espace fermé qui garantisse l'intimité dans les ML1 (29%) et ML2 (40%). En termes de type d'habitat, il existe également des disparités entre les zones évaluées. Selon les IC, la population déplacée vivait dans un habitat de paille dans le 28% des localités (N1 13%, N2 20%, ML1 22%, et ML2 53%), en tentes traditionnelles dans le 17% des localités (N2 40% et ML2 16%), en abris transitionnels dans le 10% des localités (N1 31%, et en logements en dur (« abri permanent ») dans le 18% des localités (N1 19% et ML1 44%).

Education

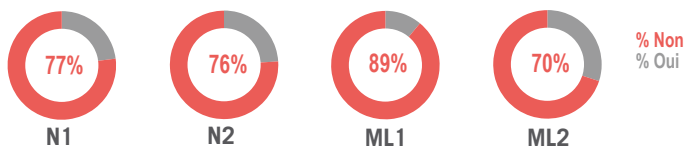
% de localités évaluées où les IC ont rapporté que la majorité de la population avait accès à des services éducatifs fonctionnels à distance de marche au cours des 30 derniers jours :



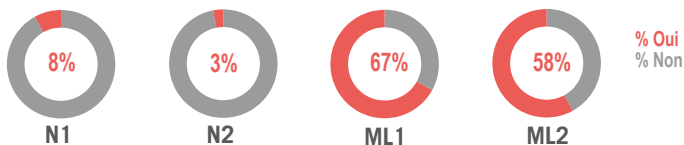
Selon les IC, l'accès au système éducatif était difficile pour la population en âge d'être scolarisée, particulièrement dans les N1 (52%), ML1 (91%), et ML2 (75%). Dans les localités où les services éducatifs n'étaient pas disponibles, les trois principales raisons avancées par les IC étaient le départ des enseignants de la localité (N1 78%, N2 35%) ; l'arrêt de travail des enseignants (ML1 33%) ; et l'absence d'infrastructures scolaires à proximité (ML2 30%). Selon les IC, la majorité de la population dans les zones frontalières du Mali et du Niger ne disposait d'aucune stratégie d'adaptation au manque de services éducatifs formels dans 59% des localités évaluées. Toutefois dans les ML1 et ML2, ainsi que dans le N2 (Tassara et Tillia), l'éducation coranique suppléait le manque de structure d'éducation formelle dans 23% (ML1), 17% (ML2) et 30% (N2) des localités évaluées concernées.

Protection

% de localités évaluées où la majorité de la population se sentait en sécurité au cours des 30 derniers jours :



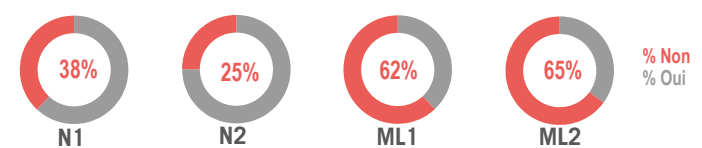
% de localités évaluées dans lesquelles les IC ont rapporté des incidents durant lesquelles des civils ont été tués ou gravement blessés :



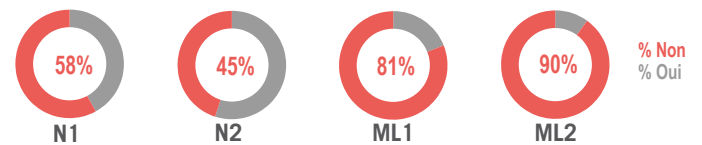
Selon les IC, le sentiment d'insécurité au cours des 30 jours précédant la collecte était largement répandu dans l'ensemble des zones (78% des localités évaluées), particulièrement dans la zone ML1 (89%). Selon les IC, des incidents graves de protection ont été rapportés dans une majorité des localités évaluées côté malien (ML1 66%, ML2 58%), pour une prévalence plus faible 8% (N1) et 3% (N2) côté nigérien. Sur cet indicateur les communes de Ouattagouna (73%), Tessit (67%) et Bourra (57%) en ML1, et Anderamboukane (93%) en ML2, présentaient la plus haute prévalence de localités dans lesquelles des incidents de protection ont été rapportés. Selon les IC, dans les zones maliennes les principaux risques rapportés en matière de protection pour la majorité de la population étaient les actes de violence commis par les GANes (ML1 60%, ML2 63%), suivis de la criminalité locale (ML1 34%, ML2 48%), la violence communautaire (ML2 48%) et le vol de bétail (ML1 40%). Dans les zones nigériennes, au-delà de la violence exercée par les GANes (N1 79%, N2 75%) les IC ont rapporté la criminalité locale (N1 29%, N2 27%), le vol de bétail (N2 72%) et le harcèlement (N1 31%) comme principaux risques d'incidents de protection.

Communication

% de localités évaluées dans lesquelles les IC ont rapporté que la majorité de la population avait accès à de l'information sur l'aide humanitaire disponible (Non = pas d'accès à de l'information sur l'aide humanitaire disponible) :



% de localités évaluées dans lesquelles les IC ont rapporté la présence de réseau téléphonique (Non = pas de réseau téléphonique) :



Redevabilité

Principaux secteurs d'intervention mentionnés comme prioritaires pour la majorité de la population (% de localités évaluées par commune) :

N1			N2		
1	SECAL ¹⁵	73%	1	SECAL	65%
2	EHA ¹⁶	44%	2	EHA	48%
3	CASH	33%	3	Santé	33%
ML1			ML2		
1	SECAL	51%	1	SECAL	73%
2	EHA	45%	2	Protection	53%
3	Protection	40%	3	Santé	45%

12. La définition de «conditions de vie adéquates» est laissée à la discrétion des IC

13. Pourcentage calculé sur le nombre total des localités dans lesquelles les IC ont rapporté la présence de PDI dans la localité au cours des 30 derniers jours

14. Pourcentage calculé parmi les localités où les IC ont rapporté que la majorité de la population déplacée interne ne vivait pas dans des conditions adéquates

15. Sécurité Alimentaire

16. Eau, Hygiène et Assainissement